

SHORT NEWS

Die Rechte alter Menschen

Mit einer Vielfalt von Artikeln wartet die neue Forum-Nummer „Die würdigen Greise“ auf, die demnächst am Kiosk zu finden ist. Themen sind das Selbstverständnis von Politik in Europa (André Hoffmann), Parlamentarismus und die Geschichte der Repräsentationskritik (Michel Dormal), ein Artikel zur prekären Wohnungssituation (Patrick Bousch / Julien Licheron) - um nur einige zu nennen. Schwerpunktmäßig geht es jedoch in der Forum-Nummer 318 um die Rechte älterer Menschen in der Pflege: Alarmierende Studien und dramatische Einzelfälle haben in den letzten Jahren gezeigt, dass alte Menschen vernachlässigt werden und gar infolge von Freiheitseinschränkungen und mangelnder Pflege gestorben sind. Gesellschaftliche Rahmenbedingungen, die Ausbildung der pflegenden Personen, das Wissen um krankheitsinduzierte Veränderungen im Verhalten und Erleben der gepflegten Person sind wichtige Aspekte, um ein Leben in Würde in einem Pflegeumfeld zu ermöglichen. Diese Bezüge thematisiert die Forum-Ausgabe in mehreren Beiträgen: In zwei Interviews werden die Sichtweisen einer Pflegerin und eines Vormundschaftsrichters dargestellt. Daneben geht es um die Rechte alter Menschen aus einer sozialwissenschaftlichen Perspektive. Die Frage der Finanzierung der Altenpflege und die Menschenrechte älterer Menschen im Umfeld der informellen Pflege sind Gegenstand weiterer Analysen. Abgerundet wird das Dossier durch einen historischen Beitrag, der zeigt, wie sich die Sicht der Psychiatrie auf die älteren Menschen im Laufe der Zeit verändert hat.

Diplo : Mittal et l'Europe syndicale

Le Luxembourg, qui héberge plusieurs sites et surtout le siège social d'Arcelor-Mittal, est directement concerné par un article du numéro de mai du Monde diplomatique. Le journaliste Tristan Coloma a enquêté dans plusieurs pays d'Europe sur les conflits sociaux au sein de l'entreprise, et brosse un tableau plutôt sombre des perspectives d'avenir. A Liège, à Gandrange et à Schifflange, en République tchèque et en Pologne, des sites sont menacés de fermeture, et les syndicats ont du mal à trouver des ripostes. Les militants interviewés rappellent que par le passé, un site a pu être joué contre un autre, avec parfois - à Liège-Seraing en 2008 - la complaisance de ceux qui en ont profité. Mais aujourd'hui, l'insécurité généralisée pousserait à une véritable solidarité. Or l'eupéanisation du mouvement syndical se heurte à de nombreux problèmes, écrit Coloma : barrière linguistique et cultures politiques différentes entre Latins plus portés sur la confrontation et Nordiques soucieux du dialogue social. Et surtout « la contradiction entre la défense du marché du travail national et l'affirmation des valeurs internationalistes ». Les instruments pour mener des négociations sociales à l'échelle supranationale font également défaut. L'auteur décortique les faiblesses du cadre légal dans lequel travaillent les comités d'entreprise européens, mal informés et méprisés par des patrons comme Lakshmi Mittal. Quant à la Confédération européenne des syndicats (CES), elle a du mal à s'imposer, et pas seulement face aux patrons. A part les euro-manifestations, elle serait « inexistante », « une sorte d'Onu syndicale », selon les interlocuteurs français, tandis que les « difficultés avec le secrétariat de la CES » qu'éprouve la confédération allemande DGB sont telles que son président refuse carrément de s'exprimer sur l'eurosyndicalisme. Que reste-t-il ? L'article mentionne la tentative de la fédération belge d'opposer une étude sur la viabilité de la sidérurgie liégeoise aux plans de démantèlement d'Arcelor-Mittal. Il y a surtout la volonté de ne pas se laisser faire, et de dénoncer avec rage la manière dont Lakshmi Mittal profite des subventions publiques pour rechercher les gains financiers, tout en préparant l'arrêt de sa production européenne. Et aussi l'espoir que les pouvoirs politiques interviennent. Dans l'article, le président du groupe syndical d'Arcelor-Mittal en Europe cite un exemple en Rhénanie-Palatinat, mais il s'agit sans doute de la Sarre. Chez nos voisins, la Saarstahl et la Dillinger Hütte sont effectivement contrôlées par la Montan-Stiftung-Saar, créée par le land et dévouée au maintien de la sidérurgie sarroise.

AKTUELL

HISTOIRE

Henrique, Guilherme et Carlota

Renée Wagener

Le ministère de la culture a édité la traduction portugaise d'un bestseller de Gilbert Trausch. Implicitement, c'est l'aveu d'un oubli.

Comme si ça allait de soi. Sans explications plus fouillées, le ministère de la culture vient de publier une version portugaise de l'« Histoire du Luxembourg » de Gilbert Trausch. Lors d'une présentation à Bertrange, jeudi il y a une semaine, Charles Barthel, successeur de Trausch au poste de directeur du Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman (CERE), s'est substitué à l'auteur - non pour donner plus d'informations sur les motivations du gouvernement, mais pour esquisser les grandes lignes de cette publication du « plus grand historien luxembourgeois de la seconde moitié du 20e siècle ». Pourtant, des questions, on peut s'en poser. Pourquoi seulement maintenant ? Pourquoi cet auteur ? Pourquoi ce livre-ci ?

Les traductions de livres luxembourgeois sont assez rares, et c'est encore plus vrai pour l'historiographie luxembourgeoise. Mis à part quelques guides touristiques, il n'y a que « A short history of Luxembourg » de Paul Margue, éditée pour la première fois en 1970, qui puisse servir de comparaison. Et encore, cette brochure de soixante pages avait vraisemblablement été commanditée directement par le gouvernement.

La ministre de la culture, également présente lors de la présentation à laquelle avait invité la Confédération de la communauté portugaise au Luxembourg (CCPL), s'est également tue sur ses motivations et a préféré remercier la salle, supposée être représentative de la communauté portugaise passée et présente, « de nous avoir fait l'honneur d'être venus au Luxembourg ». L'adresse montre néanmoins que les motivations ont changé. Au-delà des touristes et des fonctionnaires européen-ne-s, - et en plus de la filière scolaire, où l'histoire luxembourgeoise devrait théoriquement être enseignée à tous les enfants, le gouvernement semble se rendre compte qu'il fait sens de transmettre aux personnes immigrées l'histoire de leur pays d'accueil. D'ailleurs, selon la préface signée par l'obscur « Forum Portugal-Luxem-

burgo », créé au Portugal en 2002, on cible les « familles d'immigrants portugais résidentes au Luxembourg, dont beaucoup appartiennent à la 2e et 3e génération ». Il est vrai que cet exercice louable se fait avec un retard de plusieurs décennies, et sans s'appesantir sur l'omission d'une version analogue pour la communauté italienne.

Que le choix soit tombé sur un livre de l'historien Gilbert Trausch peut sembler à première vue évident. Cependant, la décision est peut-être davantage liée au prestige de l'auteur qu'au contenu du livre, car la première édition de l'« Histoire du Luxembourg » est parue en 1992. A part l'une ou l'autre photo échangée, sans doute pour des raisons de droit d'auteur, il n'y a que la table des familles régnantes qui ait été actualisée. Tous les autres tableaux et statistiques sont à l'état de 1992.

Alors que la publication évoque l'importance des travailleurs immigrés pour l'essor économique luxembourgeois, son chapitre sur l'immigration parle longuement du « mal luxembourgeois », c'est-à-dire du recul démographique de Luxembourgeois de souche très discuté il y a vingt ans, pour ensuite résumer sur quelques pages la question de l'intégration des personnes immigrées. Charles Barthel a essayé dans son discours de justifier le fait que le livre parle peu de l'immigration portugaise : « C'est encore trop tôt pour en dire beaucoup, les études scientifiques à caractère historique font défaut. » Mais depuis 1992, il s'est quand-même passé des choses, notamment dans le domaine de l'immigration. Plus généralement, d'autres auteurs ont depuis proposé des monographies sur l'histoire luxembourgeoise.

Avant que ne soit servi le porto, les personnes présentes ont pu apprécier les remerciements du directeur et de la ministre du genre « la richesse de ce pays serait impossible sans l'effort de vos compatriotes ». La discussion sur la difficile question comment intégrer les histoires des différentes communautés vivant dans un pays en une histoire commune n'a pas eu lieu. Dommage, car le Luxembourg en premier aurait besoin de surmonter la ségrégation en historiographie.